

Jeudi matin, 7 septembre 2017

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie**35 2016.RRGR.1007 Motion 217-2016 Trüssel (Trimstein, pvl)
BKW: ne vendons pas les bijoux de famille!**

N° de l'intervention: 217-2016
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 19.11.2016
Déposée par: Trüssel (Trimstein, pvl) (porte-parole)
Cosignataires: 0
Urgence accordée: Non 24.11.2016
N° d'ACE: 502/2017 du 24 mai 2017
Direction: Direction des travaux publics,
des transports et de l'énergie

BKW: ne vendons pas les bijoux de famille!

Le Conseil-exécutif est chargé d'intégrer les modifications suivantes à l'élaboration de la loi sur la participation du canton à BKW SA:

1. les réseaux et centrales significatives seront détachées dans une société à part;
2. un contrat de prestations sera préparé pour l'exploitation des centrales et des réseaux;
3. les segments Négoces d'énergie et Prestations passeront au marché libre.

Développement:

Le cours actuel de BKW (environ 2,2 milliards de CHF) ne reflète absolument pas la valeur de ses réseaux. Privatiser les réseaux est absurde et ne permet pas d'établir de marché.

Les critiques se multiplient à l'égard de l'offre de prestations de BKW et le canton est incapable de réagir face à l'augmentation de la concurrence: cette situation n'est plus tenable, ni pour BKW, ni pour le canton.

BKW doit pouvoir s'affirmer sur le marché libre. Cependant, la situation actuelle est problématique: BKW fournit des prestations commerciales alors que son statut monopolistique lui confère une longueur d'avance en matière de connaissances. Même si BKW vendait la majorité de son capital, cela ne changerait rien.

Il vaudrait mieux corriger les négligences commises lors de la première vente d'actions et ne pas répéter les mêmes erreurs.

Motivation de l'urgence: des jalons importants du dossier BKW vont être posés incessamment.

Réponse du Conseil-exécutif

BKW SA est une société anonyme de droit privé. Comme indiqué dans la réponse à la motion 180-2016 Amstutz «Participer au désinvestissement dans l'industrie fossile: une question de survie» concernant les décisions de placement d'une entreprise privée, il est juridiquement exclu d'intervenir par l'intermédiaire de lois cantonales dans le fonctionnement interne de telles entreprises. Une scission de BKW SA en différentes sociétés (p. ex. Réseaux et centrales significatives et Négoces d'énergie et Prestations) ne peut donc pas non plus être prescrite par le droit cantonal.

Les sociétés qui exploitent des réseaux électriques sont soumises à la loi du 23 mars 2007 sur l'approvisionnement en électricité (LApEI; RS 734.7). Celle-ci restreint la liberté des gestionnaires de réseau, en particulier comme suit:

- Les subventions croisées entre l'exploitation du réseau et les autres secteurs d'activité sont interdites (art. 10 LApEI).

- Les entreprises d'approvisionnement en électricité doivent séparer au moins sur le plan comptable les secteurs du réseau de distribution des autres secteurs d'activité (art. 10 LApEI).
- Les gestionnaires de réseau sont tenus de garantir l'accès au réseau à des tiers de manière non discriminatoire (art. 13 LApEI).

Pour le reste, les sociétés exploitant des réseaux d'électricité et des centrales électriques bénéficient de la garantie de la propriété et de la liberté économique ancrées dans la Constitution fédérale. Le droit cantonal ne peut pas prescrire leur organisation juridique. Il ne peut pas non plus leur interdire d'exploiter d'autres secteurs d'activité ou de racheter d'autres entités. Les segments Négoces d'énergie et Prestations de BKW SA sont déjà soumis au marché libre.

En résumé, le Conseil-exécutif constate que les objectifs de la motion ne peuvent pas être atteints via le droit cantonal. Un tel acte législatif – que ce soit dans le cadre de la loi sur la participation à BKW ou d'un texte distinct – contreviendrait à la Constitution fédérale, notamment à la liberté économique, et ne pourrait pas être juridiquement imposé.

La seule autre solution pour mettre en œuvre les changements demandés dans l'organisation de BKW serait le rachat massif d'actions BKW, jusqu'à ce que le canton détienne deux tiers des voix attribuées aux actions. Il pourrait ainsi être majoritaire au Conseil d'administration et modifier les statuts. Mais dans les faits, cela reviendrait à étatiser le secteur Centrales et réseaux de BKW SA. Or, conformément à la Constitution fédérale et à la législation fédérale sur l'énergie, l'approvisionnement en énergie relève des entreprises de la branche énergétique. En fixant des conditions générales étatiques appropriées, la Confédération et les cantons à ce que ces entreprises puissent, dans l'intérêt de tous, remplir cette mission de manière optimale. Une étatisation de parties importantes des réseaux et des centrales majeures du canton de Berne est donc contradictoire avec la répartition des tâches dans le domaine de l'approvisionnement en énergie. On ne peut par conséquent pas partir du principe qu'une étatisation de facto soit compatible avec le droit fédéral.

Par ailleurs, BKW SA n'est pas seule à exploiter des réseaux et des centrales dans le canton de Berne, et il convient d'en tenir compte. Si sa branche d'activités Centrales et réseaux se trouvait étatisée dans les faits, d'autres exploitants de centrales du canton pourraient subir des désavantages concurrentiels.

La loi sur la participation à BKW actuellement en cours d'élaboration a été envoyée en consultation par le Conseil-exécutif, qui devrait l'adopter à l'intention du Grand Conseil à l'été 2017.

Le Conseil-exécutif prend position comme suit sur les différents points de la motion:

1. Le canton ne peut pas prescrire aux entreprises d'approvisionnement en électricité leur organisation selon le droit des sociétés. Sa position d'actionnaire majoritaire ne suffit pas pour qu'il puisse contraindre BKW SA à détacher certaines branches d'activité. Une large mainmise du canton sur BKW SA et une scission imposée comporteraient de grands risques économiques pour le canton de Berne.
2. L'exploitation de centrales est soumise à l'économie de marché. Le canton ne peut pas donner de mandats de prestations aux exploitants de centrales.
L'exploitation des réseaux est réglementée par la loi fédérale sur l'approvisionnement en électricité (LApEI). Cette dernière, de même que la loi cantonale du 15 mai 2011 sur l'énergie, prévoient d'ores et déjà la possibilité de mandats de prestations.
3. Les segments Négoces d'énergie et Prestations sont déjà soumis au marché libre.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

La présidente. Wir kommen zur Motion «Kein Ausverkauf von Volksvermögen». Der Antrag der Regierung lautet auf Ablehnung. Ich nehme an, dies sei bestritten. Deshalb erteile ich dem Motionär Grossrat Trüssel das Wort.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Wie ich bereits im Vorfeld kundgetan habe, sprechen wir über ein Postulat. Ich bitte alle Formaljuristen, nicht allzu nervös zu werden, denn ich bin keiner und habe vielleicht die eine oder andere Formulierung so gewählt, wie man dies als einfacher Ingenieur tut und nicht als studierter Jurist. Ich bedanke mich bei der Verwaltung und der Regierung für die doch sehr überraschende Antwort. Vorab möchte ich mich herzlich beim Management der BKW für ihre tolle Arbeit bedanken. Ich werde manchmal missverstanden und als «BKW-Basher» hingestellt; dies liegt mir völlig fern. Die BKW leistet hervorragende Arbeit und bewegt sich innerhalb der Leitplan-

ken... (*La présidente interrompt l'orateur à cause d'un problème technique avec la traduction simultanée, et lui redonne la parole lorsqu'il est résolu.*) – Ich wiederhole mich nicht, weil ich in Anbetracht der Präsenz und der Aufmerksamkeit im Saal denke, dass die Meinungen stark vorgefasst sind.

Ich bin sehr froh, haben wir die optimal terminierte Mittagsveranstaltung der BKW am gestrigen Mittag gehabt, und ich hoffe, Sie haben dennoch gut hingehört, wie sich die Zahlen interpretieren lassen, so wie ich dies getan habe. Die BKW verfügt heute über drei Bereiche. Es sind dies der Strom, die Netze und die Dienstleistungen. Die BKW verdient mit diesen drei Bereichen in der Grössenordnung von 300 Mio. Franken, einmal mehr, einmal weniger. Das Stromgeschäft, die eine Säule, ist – wie uns Frau Thoma gestern erklärt hat – knapp kostendeckend oder sogar defizitär. Das Dienstleistungsgeschäft trägt zum Geschäftsergebnis von 300 Mio. Franken rund 35 Mio. Franken bei. Dabei handelt es sich um die zweite Säule. Wenn ich eine einfache «Milchbüechli-Rechnung» mache, komme ich zum Schluss, dass der Rest des Deckungsbeitrags oder dieses Reingewinns von 300 Mio. Franken abzüglich 35 Mio. Franken aus dem Dienstleistungsgeschäft ergo aus dem Netz kommen muss. Ich weiss, dies ist eine zu einfache Rechnung, aber die Grössenordnung ist nicht komplett falsch. Die Netze sind reguliert und haben eine garantierte Verzinsung. Das Pricing des Stroms ist relativ klar, es ist geregelt und die Gewinnspanne garantiert.

Ich will gar nichts anderes, als die Netze von den gewerblichen Leistungen zu lösen. Die Netze sind wichtig für die BKW. Frau Thoma hat dies auch so gesagt: «Die Netze wirken sich stabilisierend auf die Unternehmung aus.» Dies ist ein Zitat von Frau Thoma. Ergo hat man mit den Netzen und den Netzerträgen, der sogenannten Monopolrendite, einen grossen stabilisierenden Faktor in der BKW. Dies ist auch in Ordnung. Nun frage ich Sie dennoch: Welche auf dem freien Markt tätige Unternehmung, die Dächer deckt, Heizungen installiert oder Planungsarbeiten anbietet, verfügt über einen solchen stabilisierenden Faktor? Ich kenne keine einzige solche Unternehmung! Dies zeigt doch ganz klar, dass die Netze und die Verknüpfung mit gewerblichen Leistungen und Planungsleistungen äusserst problematisch ist.

Wenn Sie Netze haben, ist auch klar, dass Sie Ihren Mitbewerbern gestützt auf übergeordnetes Recht einen sogenannten diskriminierungsfreien Zugang zu diesen gewähren müssen. Netze werden während der nächsten 15 bis 25 Jahre eine wichtige Rolle spielen. Sie werden gebraucht, um die schwankenden Produktionsanlagen wie Photovoltaik, Solar- und Windenergie zeitlich genau an den Verbraucher zu führen. Man spricht von sogenannten Smart Grids, intelligenten Netzen. Bin ich schon fertig mit der Redezeit? Die paar Minuten, die durch den Unterbruch verloren gegangen sind, müssen Sie mir noch zugestehen! (*La présidente dit à l'orateur que les minutes d'interruption dues au problème technique ont été rajoutées à son temps de parole.*)

Kein einziger Marktbegleiter, der Dienstleistungen auf den Netzen anbietet, hat die Möglichkeit, Entwicklungen auf den Netzen zu machen – vor allem dann nicht, wenn der Netzbetreiber Konkurrenz im eigenen Stall anbietet. Rechtlich gesehen, können wir gar nichts tun; das ist mir klar. Deshalb habe ich die Motion auch in ein Postulat gewandelt. Der Kanton Bern kann weder energiepolitische Grundsätze durchsetzen noch sonst etwas. Das Einzige, was wir in diesem Ratssaal tun können, ist ein politisches Zeichen zu setzen, um zu zeigen, dass wir einverstanden sind mit der Geschäftspolitik der Regierung und der BKW oder dass wir dies nicht sind. Änderungen müssen von innen kommen. Einzig die BKW kann sich von innen heraus selber neu erfinden. Ich habe Signale in diese Richtung erhalten, wonach die BKW nicht unbedingt an den Netzen hängt. Ich bitte vor allem unseren «Goldvreneli»-Sammler, doch auch ein bisschen auf das Gewerbe zu hören. Wenn Sie mit Gewerbetreibenden sprechen, stellen Sie fest, dass diese nicht damit einverstanden sind. Ich weiss, dass Sie andere Anweisungen haben, was das Drücken der Abstimmungsknöpfe anbelangt. Aber ich bitte Sie doch, einen lauten Aufschrei, ein politisches Zeichen an die BKW auszusenden im Sinne von: Bitte überarbeiten Sie Ihre Politik! Das können wir nur tun, wenn Sie meinem Postulat zustimmen. Wenn Sie nein stimmen, heissen Sie diese Politik gut und ästimieren, was die BKW heute tut. Vielen Dank für eine deutliche Überweisung von meinem «Postulätl!»

La présidente. Wir befinden uns in einer freien Debatte. Als erster Fraktionssprecher hat Grossrat Wenger von der EVP-Fraktion das Wort.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Daniel Trüssel hat aufgezeigt, dass Konflikte im Zusammenhang mit KMU und dem Gewerbe bestehen, die – wie wir auch anlässlich von Veranstaltungen des Gewerbes hören – an Heftigkeit zugenommen haben. Anhand dieser Rückmeldungen stelle ich fest, dass Daniel Trüssel mit seinem Vorstoss Recht hat. Sie haben aber auch die Antwort der Regierung ge-

lesen. Diese sagt, dass wir als Grosser Rat nicht in den operativen Bereich der BKW dreinreden können. Selbstverständlich hat auch die Regierung Recht. Nun haben wir ein Problem. Was tun wir jetzt, damit wir auf der einen Seite der BKW keine Anweisungen geben, auf der anderen Seite aber den offensichtlich im Tagesgeschäft bestehenden Konflikt entschärfen können?

An der gestrigen Mittagsveranstaltung haben wir einmal mehr eindrücklich erlebt, dass die BKW einen guten Job macht. Wir sind in der glücklichen Lage, in diesem schwierigen Markt der Energieversorgung eine Firma im Kanton Bern zu haben, die dieses Geschäft beherrscht und sich im Markt behaupten kann. Dafür sind wir natürlich dankbar, und dazu gratuliere ich Frau Thoma und dem Verwaltungsrat an dieser Stelle herzlich. Nach den gestrigen Ausführungen habe ich annehmen müssen, dass die bestehende Konfliktlinie, wo die Probleme entstehen, relativ klein ist. Dort, wo man diese Schwierigkeiten hat, findet nicht das Kerngeschäft der BKW statt. Veränderungen führen immer zu Diskussionen, aber die Probleme sind lösbar. Dies ist aber nur von innen möglich. Das heisst, die BKW muss den Weg selber finden. Was wir tun können, ist, mit einem Postulat dazu aufzufordern hinzusehen. Dies ist eigentlich mehr eine Bittschrift, die Sache wirklich an die Hand zu nehmen. Der Teilverkauf von Aktien löst das Problem nicht; der Konflikt besteht intern in Bezug auf die verschiedenen Geschäftsbereiche. Aus diesen Gründen wird die EVP mehrheitlich dem Postulat zustimmen. Eine Minderheit wird diesen Schritt nicht tun.

Fritz Reber, Schangnau (UDC). Diese Motion kommt mit einem schönen Titel daher. Ich glaube, dagegen kann niemand sein. Wer will denn schon den Ausverkauf von Volksvermögen? Es ist schön, wenn sich diese Grossräte dermassen für den Kanton Bern einsetzen. Wenn man weiter unten im Text die drei Forderungen liest, fragt man sich jedoch, ob der BKW geholfen oder eher nicht geholfen werden soll. Dem Vorstoss zufolge soll eine separate Gesellschaft ausgegliedert, ein Leistungsvertrag vorbereitet werden und der freie Markt zum Tragen kommen. Damit ist von dem im Titel vorhandenen Goodwill nicht mehr viel übrig. Man kann die BKW gern haben oder nicht. Ich gehöre dem Grossen Rat mit 15 oder 16 Jahren schon eine Weile an, in dieser Zeit hat der Kanton immer eine schöne Summe erhalten. Man kann die BKW aber auch weniger gern haben. Ich gebe dem Kollegen Trüssel recht: Wenn man freier Unternehmer ist und sieht, wohin sich die BKW bewegt und wie sie sich bewegt, mag dies ein Unternehmer nicht immer mögen. Die Wahrheit dürfte aber in der Mitte liegen. Die BKW ist auf der einen Seite sicher nicht so schlecht, sondern bringt dem Kanton Geld ein und hat es nicht verschleudert. Dies ist sicher positiv. Auf der anderen Seite – ich wiederhole mich – dürfte es für die Unternehmungen nicht ganz angenehm und praktisch sein. Ich habe dem Kollegen Trüssel gesagt, dass die SVP klar auch nicht das Postulat unterstützen wird. Das BKW-Beteiligungsgesetz (BKWG) dürfte bereits vor der Haustüre stehen. Der Regierungsrat wird es dem Grossen Rat nach der durchgeführten Vernehmlassung vorlegen. Man wird dann darüber diskutieren können. Ich hoffe, dass jene, welche sich hier vehement gegen solche Sachen wehren, auch während dieser Gesetzesberatung dabei sein werden. Ich sage es nochmals: Das BKWG steht an. Ob staatliche oder halbstaatliche Unternehmungen – man kann sagen, diese seien gut oder schlecht –, manchmal habe ich gute Erfahrungen gemacht und manchmal profitiert man von solchen Sachen, weil sonst bei Unternehmungen Sachen weggehen und man abgestraft wird.

Francis Daetwyler, Saint-Imier (PS). Le point d'origine de la motion, c'est évidemment la libéralisation du marché de l'électricité. J'aimerais dire d'emblée que le groupe socialiste n'est pas un fan de la libéralisation, il ne croit pas au Dieu marché et puis il ne pense pas que ce Dieu mérite des sacrifices rituels. Mais comme disait une fois un politicien belge: vrais ou faux, les faits sont là. Et le fait est que le marché est libéralisé et que les législations tant fédérale que cantonale en découlent. Sur le fond, il n'est pas non plus certain qu'un saucissonnage des BKW soit une bonne option. Certes, pour rebondir sur le mode religieux qui nous a accompagnés au cours des heures précédentes, il est clair que les BKW ne sont pas au bénéfice de l'infailibilité papale. N'oublions pas toutefois que c'est la seule entreprise qui a réglé la sortie du nucléaire, ce qui est loin d'être le cas de certains de ses concurrents qui exploitent encore des centrales tout aussi ou encore plus vieilles, et qui se trouvent dans une situation nettement plus critique. Pour en revenir à l'intervention, qu'il s'agisse ici d'une motion ou d'un postulat, cela ne change pas grand-chose, elle pose tout de même des problèmes de compatibilité avec la législation fédérale, et encore une fois, ce n'est pas via la loi sur la participation à BKW ou un autre texte qu'elle pourrait être mise en vigueur. En conclusion, je dirais qu'on pourrait s'étonner que cette motion provienne d'un représentant d'un parti qui, on a cru le comprendre, se reconnaît dans les lois du marché et dans la libéralisation des activités économiques.

Daniel Klauser, Berne (Les Verts). Wir begrüßen, dass die Motion in ein Postulat gewandelt worden ist. Wie es Daniel Trüssel in seiner Begründung dargelegt hat, dürften die konkreten Forderungen so, wie sie geschrieben sind, keine breite Unterstützung finden. Das Postulat geht aus unserer Sicht in die richtige Richtung, weil es eine Prüfung über die Wortlautforderung hinaus erlaubt.

Wir werden bald über das BKWG debattieren. Aus grüner Sicht besteht ein Problem. Es gibt Bereiche der BKW, bei denen aus grüner Sicht völlig klar ist, dass sie in Staatsbesitz gehören. Einerseits geht es insbesondere um den Bereich Netz, bei welchem es unserer Ansicht nach von strategischem Interesse für den Kanton ist, dass dieser mehrheitlich im Besitz des Kantons bleibt. Andererseits haben wir Teile der BKW – wir haben dies gestern gehört –, bei denen es unserer Auffassung nach nicht von strategischer Bedeutung ist, dass der Kanton eine Mehrheitsbeteiligung hat, wenn es darum geht, dass eine im Besitz des Kantons befindliche Firma – indirekt – in Deutschland Fussballstadien baut. Diese Divergenz zwischen Teilen der BKW, welche aus unserer Sicht mehrheitlich beim Kanton bleiben sollen, und anderen Teilen, an welchen sich der Kanton nicht beteiligen muss, führt eben zum Vorschlag einer Aufteilung. Im Übrigen haben viele von Ihnen an der gestrigen Veranstaltung teilgenommen. Mit einer Folie wollte man uns weismachen, dass die 600 Mio. Franken, die im Stromgeschäft weniger verdient werden als noch vor fünf Jahren, durch das Energiedienstleistungsgeschäft aufgewogen werden. Ich glaube, aufgrund meiner gestern gestellten Frage und der darauf erhaltenen Antwort – die eben keine Antwort war – ist klar geworden, dass dem eben gerade nicht so ist. Ich bin überzeugt, dass die in diesem Bereich gefahrene Strategie eine Risikostrategie ist und der Kanton damit ein finanzielles Risiko trägt.

Ich versuche zu erläutern, weshalb dem so ist. In der Elektrizitätsversorgungsbranche herrscht seit einiger Zeit ein Herdentrieb. Alle haben dieselbe Strategie. Sie können irgendeine Unternehmung in der Schweiz suchen. Alle werden in ihrer Strategie haben, den Bereich Energiedienstleistungen auf- und auszubauen. Es ist nie gut, wenn in einer Branche alle dieselbe Strategie haben. Dies war bereits während der 2000er-Jahre der Fall. Damals verfolgten alle die Strategie, im Ausland Kohle- und Gaskraftwerke zu bauen. Die BKW tat dies weniger als andere, weil sie etwas konservativer war. Zum Glück tat sie es weniger als andere. Denn es ist einer der Ursprünge der Probleme der Axpo und der Alpiq, die damals in einem Herdentrieb dieselbe Strategie verfolgten, welche aber leider nicht gut war, sondern sich als Risiko herausstellte. Hier befinden wir uns in einer ähnlichen Situation: Alle fahren eine ähnliche Strategie, nämlich eine Risikostrategie. Aus meiner Sicht ist es auch aus finanzpolitischer Sicht für den Kanton nicht von Interesse, bei dieser Risikostrategie mitzumachen. Es gab bereits einmal eine Schweizer Unternehmung, die eine Einkaufsstrategie fuhr, welche unter dem Namen Hunter-Strategie bekannt ist. Sie wissen alle, dass dies nicht besonders gut herauskam.

An die Adresse des SVP-Sprechers möchte ich Folgendes sagen: Der Aspekt der Konkurrenzierung der KMU ist bereits vom Postulanten und auch vom Sprecher der EVP ausführlich erläutert worden. Ich bin etwas erstaunt, dass die SVP das Postulat geschlossen nicht unterstützen will. Wenn ich es richtig gesehen habe, haben mehr als eine Handvoll der SVP-Grossrätinnen und -Grossräte die Kampagne «Fair ist anders» der Berner KMU unterzeichnet. Wenn es dann konkret wird, will man keine Unterstützung mehr bieten. Dies geht aus meiner Sicht nicht ganz auf. In diesem Sinn werden die Grünen das Postulat unterstützen. Wie erwähnt sind wir froh, ist der Vorstoss gewandelt worden.

Peter Flück, Interlaken (PLR). Grundsätzlich ist natürlich auch die FDP-Fraktion mit dem Ansinnen des jetzigen Postulanten einverstanden. Auch wir hätten gerne, dass diese Trennung vorgenommen wird. Auch wir kennen die Anliegen des Gewerbes, welche wir aufmerksam verfolgen, und wir unterstützen auch die Grundsatzanliegen des Gewerbes. Aber die Regierung zeigt in ihrer Antwort klar auf, dass dieser Schritt nicht gemacht werden kann. Inzwischen liegt ein Gutachten vor, welches sogar aufzeigt, dass ein entsprechender Schritt gegen die Bundesverfassung verstossen würde. Es geht dabei um die Verletzung der Eigentumsgarantie und der Wirtschaftlichkeit. Diese Dinge müssen sicher ernst genommen werden. Deshalb lehnt die FDP das Postulat geschlossen ab. Wenn wir den Nein-Knopf drücken, sagen wir damit nicht, dass wir nichts zugunsten des Gewerbes – dieses befindet sich wirklich nicht in einer angenehmen Situation – unternehmen wollen. Wie es auch der SVP-Sprecher angesprochen hat, warten wir auf das BKWG. Dort möchten wir regeln und die Frage beantworten, ob noch ein solcher Aktionär hinter der BKW stehen muss, wie es der Kanton Bern im Moment ist. Die FDP lehnt das Postulat geschlossen ab.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Grossrat Trüssel hat vorhin ziemlich angewendet, um sein «Postulätl», wie er es selber genannt hat, ins Trockene zu bringen. Dies hat ihm wahrscheinlich nichts genützt. Die Mitglieder der BDP-Fraktion lehnen mehrheitlich auch ein Postulat grundsätzlich ab. Der Tenor ist klar: Es ist im ureigenen Interesse des Kantons, dass es der Unternehmung BKW weiterhin gut geht und sie auch Steuern bezahlen kann. Der Kanton soll nicht in das operative Geschäft eingreifen; die BKW ist eine privatrechtliche Unternehmung mit dem primären Ziel, am Ende Geld zu verdienen. Dabei ist sie allen Aktionären, ob gross oder klein, gleichermassen verpflichtet.

Zu Ziffer 2: Kraftwerke unterstehen der freien Marktwirtschaft, sodass der Kanton gar keine Leistungsaufträge erteilen kann. Ziffer 3 muss ohnehin abgelehnt werden, denn Energiehandel und Dienstleistungen unterstehen bereits heute dem freien Markt. Also, lehnen Sie dieses Postulat ab!

La présidente. Es haben sich bereits Einzelsprecher angemeldet. Deshalb frage ich, ob das Wort von weiteren Fraktionssprechern gewünscht wird. – Das ist nicht der Fall. Als erster Einzelsprecher hat Grossrat Etter, BDP, das Wort.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Ein Bauer hat zehn Kühe im Stall. Davon geben drei mehr Milch als die anderen. Folglich gibt der Bauer diesen drei Kühen weniger Futter, damit sie nicht mehr Milch geben als die anderen. So kommt mir diese Diskussion vor. Als Hauptaktionäre von Unternehmungen, die uns gehören, deren Eigentümer wir sind, versuchen wir beziehungsweise Einzelne von uns, alles zu tun, damit diese Unternehmungen weniger erfolgreich sind. Jeder andere Hauptaktionär wäre erfreut, wenn sich seine Unternehmung positiv entwickelt. Wir wollen das genaue Gegenteil davon; wir wollen die Unternehmungen bremsen, ihnen Steine in den Weg legen, damit sie weniger erfolgreich sind.

Wir haben gestern gehört, dass die BKW dem Kanton jährlich gegen 100 Mio. Franken in Form von Steuern, Wasserzinsen und Dividenden abliefert. Es ist Geld, das wir wieder brauchen, wieder einsetzen können, sodass es auch unseren Bürgerinnen und Bürgern zugutekommt. Hören wir doch endlich auf, unseren eigenen Unternehmungen, bei welchen wir Mehrheitsaktionäre sind, Steine in den Weg zu legen! Lehnen Sie dieses Postulat ab.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Ich möchte rasch einen Hinweis auf das Votum des Postulanten machen, der hier vorne die ganze Zeit über von der Politik der BKW gesprochen hat, dahingehend, dass diese ihre Politik ändern solle und man vonseiten des Parlaments gegen die Politik der BKW vorgehen müsse. Daniel Trüssel, die BKW betreibt eben keine Politik, sondern setzt eine Unternehmensstrategie um. Eine Unternehmensstrategie entsteht ganz anders. Bis sie einmal zustande kommt, liegen ihr komplett andere Motivationsgrundlagen und Entscheidungsgrundsätze zugrunde als einem politischen Entscheid. Dies ist auch das Kernargument, weshalb wir nicht politisch auf eine Unternehmensstrategie Einfluss nehmen sollten. Wir sind gar nicht dafür zuständig.

La présidente. Es scheint keine weiteren Einzelsprecher mehr zu geben. Deshalb frage ich Regierungsrätin Barbara Egger, ob sie das Wort wünscht. – Das ist der Fall.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Einmal mehr findet hier eine BKW-Debatte statt. Ich bin sehr froh um einzelne Voten sowie auch um die gestrige Mittagsveranstaltung, anlässlich welcher der Verwaltungsratspräsident und die CEO der BKW die Fakten auf den Tisch gelegt haben. Leider hörten nicht alle Anwesenden zu, sondern unterhielten sich privat an den Tischen, sodass sie vielleicht wesentliche Aussagen verpasst haben. Eigentlich sollten wir stolz darauf sein, im Kanton Bern eine derart erfolgreiche Unternehmung zu haben – eine Unternehmung, die auch in stürmischen Zeiten des energiepolitischen Umbruchs ihre Geschäfte gut führt. Ich zumindest bin sehr stolz auf die BKW. Dies bin ich nicht nur als Vertreterin des Hauptaktionärs im Verwaltungsrat, sondern auch als Energiedirektorin. Für mich ist es deshalb schwer nachvollziehbar, weshalb seit einiger Zeit Teile der Politik und des Gewerbes die BKW im Fadenkreuz haben. Das ist beinahe schon paradox. Denn genau diese Kreise profitieren nämlich direkt und indirekt von der BKW. Gleichzeitig versuchen sie, die Unternehmung BKW politisch zu behindern. Die Frage muss erlaubt sein, ob es diesen Kreisen nicht einfach nur darum geht, durch die Hintertür der Politik unliebsamen Wettbewerb zu verhindern.

Ich möchte ein paar Fakten nennen. Ich muss an dieser Stelle einmal mehr wiederholen, was ich hier im Rat schon mehrmals ausgeführt habe. Die BKW ist eine börsennotierte, privatrechtlich organisierte Unternehmung. Der Kanton ist zwar Mehrheitsaktionär. Dies bedeutet jedoch nicht, dass

der Kanton schalten und walten kann, wie er will. Denn neben dem Kanton als Mehrheitsaktionär gibt es viele weitere Aktionäre, darunter nicht wenige gewichtige Investoren. Sie alle haben als Aktionäre die gleichen Rechte und Pflichten wie der Kanton. Die BKW ist keine Staatsunternehmung und kann deshalb – ich weise nochmals darauf hin – nicht allein vom Kanton gesteuert werden. Die Wirtschaftsfreiheit gilt für alle Unternehmungen, auch für solche in staatlichem Mehrheitsbesitz und somit ebenso für die BKW.

Wettbewerb zwischen privaten und öffentlichen Unternehmungen ist nicht nur rechtlich zulässig und absolut üblich; nein, er ist auch aus ökonomischer Sicht sogar sehr erwünscht. Denn Wettbewerb ist immer gut. Ein Paradebeispiel ist die Kommunikationsbranche, wo die Swisscom mit nationalen und internationalen Unternehmungen in Konkurrenz steht. Auch das Bundesgericht hat dies bestätigt: Die Konkurrenz öffentlicher Unternehmungen ist keine Einschränkung der wirtschaftlichen Tätigkeit privater Akteure. Daran ändert auch nicht, dass die BKW bei den Netzen ein Monopolgeschäft betreibt. Der Bund verlangt per Gesetz eine rechnerische und kalkulatorische Trennung dieser beiden Bereiche. Man nennt dies Unbundling. Quersubventionen zwischen dem Monopol- und dem Marktbereich sind rechtlich verboten. Die eidgenössische Wettbewerbskommission (WEKO) wacht darüber, dass diese Bestimmungen eingehalten werden, und geht bei Verstössen gegen die entsprechenden Unternehmungen vor. Im Übrigen bitte ich Sie doch zu beachten, dass die BKW bei den Netzen ein natürliches Monopol und kein Preismonopol hat. Das heisst, die Kunden bezahlen nur für die Gestehungskosten sowie eine vom Bundesrat festgelegte Verzinsung des investierten Kapitals. Eine grosse Gewinnabschöpfung kann gar nicht stattfinden. Frau Thoma hat gestern Ausführungen dazu gemacht. Soweit die Fakten.

Ich gehe auf das konkrete Anliegen des Vorstosses ein, wobei dieses durch die Wandlung in ein Postulat nicht besser wird. Ich kann mich kurz fassen. Der Vorstoss verlangt, dass im BKWG eine Bestimmung zu verankern ist, wonach die BKW in einen Monopol- und einen Wettbewerbsbereich aufzuspalten ist. Die Postulatsform bedeutet, dass wir dies prüfen sollen. Ein solches Vorgehen ist rechtlich unzulässig, und es bringt nichts, hier inhaltlich zu argumentieren. Die rechtliche Zulässigkeit ist nicht gegeben, sodass dieses Vorgehen den elementarsten Grundprinzipien unserer wirtschaftlichen Ordnung – nämlich der Wirtschaftsfreiheit und der Eigentumsgarantie – widersprechen würde. Beide Garantien sind in der Bundesverfassung verankert. Dies haben wir durch eine Begutachtung von Herrn Professor Peter Hettich der Universität St. Gallen prüfen lassen, und das Gutachten hat dies bestätigt. Dieses Gutachten liegt vor und ist auf dem Internet veröffentlicht. Aus diesem Grund kann dieser Vorstoss nicht umgesetzt werden, auch dann nicht, wenn er als Postulat überwiesen werden sollte.

Grossrat Trüssel hat gesagt, dass Sie das Postulat überweisen sollen, um ein Zeichen zu setzen. Welches Zeichen will man denn setzen, wenn dies rechtlich überhaupt nicht zulässig ist? Nicht wenige unter Ihnen, liebe Grossrätinnen und Grossräte, führen selbst eine Unternehmung. Was würden Sie sagen, wenn Ihnen der Kanton in einem Gesetz vorschreiben würde, dass Sie Ihre Unternehmung aufspalten müssen? «Das geht doch nicht, das lassen wir uns nicht bieten!» würde wohl die Antwort darauf lauten. Sie haben Recht: Das geht wirklich nicht! Aus diesem Grund bitte ich Sie, das Postulat Trüssel deutlich abzulehnen.

La présidente. Ich erteile dem Motionär respektive jetzt dem Postulanten Grossrat Trüssel das Wort.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Vielen Dank für die vielen Belehrungen! Ich habe heute Abend – beziehungsweise heute Nachmittag – (*Hilarité*) vieles dazugelernt und möchte zu ein paar Punkten Stellung nehmen. Ich bin angesichts Ihrer Verweise auf das BKWG gespannt, was Sie genau in dieses hineinschreiben wollen, wenn wir es beraten. Das BKWG wird von A bis Z aus toten Buchstaben bestehen. Gewisse heute gemachte Einschübe haben sich auf den Entwurf bezogen und haben gelautet, man wolle Energiepolitik machen oder es werde zur Umsetzung der Energiestrategie entscheidend sein. Die BKW ist lediglich dem Aktienrecht verpflichtet. Sie brauchen nicht so zu tun, als hätte ich dies nicht begriffen. Dessen bin ich mir schon bewusst. Ich weiss auch, dass wir nichts tun können. Das Einzige, was wir tun können, ist eine Bekundung für oder gegen die Verquickung der Bereiche Netze und privaten Dienstleistungen. Wenn Sie dies wollen, ist es okay, dann halte ich ab jetzt den Mund und sage nichts mehr dazu.

Zu den von der BKW alle Jahre bezahlten 100 Mio. Franken: Wenn ich mir die Börsenkapitalisierung anschau, sind 100 Mio. Franken lächerlich. Wenn man so argumentieren und auf die Rendite achten will, gibt es deutlich bessere Investments als eine BKW. Als Kanton Bern kann dies nicht

unser Anspruch sein. Wir wollen eine sichere und zuverlässige Stromversorgung und dass sich die BKW auf ihr ureigenes Geschäft konzentriert, nämlich uns mit gutem, sicherem und sauberem Strom zu versorgen; nichts anderes! Für uns ist die BKW kein Renditeobjekt. Konkurrenz ist immer gut. Sie können mir glauben, und wer mich kennt, weiss auch, dass ich Konkurrenz noch nie gescheut habe. Konkurrenz ist aber dann gut, wenn wir gleich lange Spiesse haben. Wenn ich ein stabilisierendes Element im Betrieb habe und als Backup auf Netze zugreifen kann, die mir einen schönen Sockelbeitrag bringen, handelt es sich einfach nicht um gleich lange Spiesse. Wenn ich zuhause eine Elektrospeicherheizung im Einsatz habe, was ich zum Glück nicht habe, und Reklame für den Einbau einer kleinen Wärmepumpe nach Hause geschickt erhalte – sorry, dann müssen Sie mir nicht erzählen, dass die erwähnte Betonwand dermassen wasserdicht ist! Wir wissen doch alle, wie das Leben funktioniert. Selbstverständlich tut die BKW alles für eine ordentliche Trennung. Selbstverständlich wird sie Verstösse mit aller Vehemenz verfolgen und bekämpfen. Wenn ich mit meinem im Vertrieb tätigen Kollegen einen Kaffee trinke und gewisse Informationen erhalte, ist es doch nichts als menschlich, dass ich die eine oder andere Information zur Bude hinaustrage und mir eine schöne Provision verdiene. Das Leben ist nicht immer schwarz oder weiss; manchmal liegen viele Graustufen dazwischen.

Die Haltung der BDP erstaunt mich selbstverständlich nicht. Es ist klar, Sie werden Ihr Skript sauber vorgefertigt erhalten haben. Aber herzlich bedanken möchte ich mich bei Sämu Leuenberger. Denn ich weiss jetzt genau, wie eine Unternehmung funktioniert, und bis jetzt hatte ich keine Ahnung. Ich danke Ihnen vielmals, wenn Sie diesem «Postulätli» trotzdem die eine oder andere Stimme geben, auch wenn Sie gemerkt haben, dass es eigentlich «fürs Büssi» ist.

La présidente. Wir kommen somit zur Abstimmung über das Postulat. Ich habe von niemandem gehört, dass ziffernweise Abstimmung beantragt wird. Deshalb stimmen wir über den gesamten Vorstoss ab. Ich sehe, dass es keinen Widerstand gegen dieses Vorgehen gibt. Wer dieses Postulat annimmt, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption de la motion sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet de la motion (sous forme de postulat)

Oui	31
Non	98
Abstentions	11

La présidente. Sie haben das Postulat abgelehnt. Bevor wir zu Traktandum 36 wechseln, möchte ich eine Besuchergruppe, die auf der Tribüne Platz genommen hat, begrüssen. Es sind Gäste von Grossrat Kullmann, nämlich 16 Studierende aus verschiedenen Ländern: aus der Schweiz, aus Deutschland, Malawi, Brasilien, den USA, Kolumbien, Costa Rica, Kanada, Rumänien, Sambia und dem Iran. We welcome a delegation from the University of the Nations. They will follow the session of the Parliament of the Canton of Berne. We wish them a pleasant stay. We hope that you will enjoy this morning. Welcome! (*Applaudissements*)